

Le Centre pousse un ouf de soulagement

CONSEIL FÉDÉRAL Secoué par une avalanche de désistements, le parti a finalement réussi à soumettre au parlement un ticket solide et complémentaire, avec Markus Ritter et Martin Pfister. La course au gouvernement sera très ouverte

YAN PAUCHARD, BERNE

Des applaudissements nourris, des votes à l'unanimité et une séance beaucoup plus courte que prévu. Voilà ce qu'il y avait à retenir de ce vendredi après-midi sous la Coupole, où Le Centre officialisait son ticket dans la course à la succession de Viola Amherd au Conseil fédéral. Car il n'y a pas eu de surprise. Les noms retenus sont ceux du conseiller national saint-gallois Markus Ritter et du conseiller d'Etat zougais Martin Pfister. Les deux hommes étaient les seuls candidats déclarés. Mais au sein du groupe, pas de traces de frustration devant un non-choix. L'état d'esprit était plutôt au soulagement.

Depuis l'annonce de la démission de Viola Amherd le 15 janvier dernier, Le Centre a en effet été ébranlé par les renoncements de l'ensemble de ses ténors. Certains étaient prévisibles comme celui de la Fribourgeoise Isabelle Chassot, à peine sortie de la présidence de la Commission d'enquête sur Credit Suisse et qui répétait à l'envi qu'elle n'était pas intéressée par le poste. D'autres désistements ont clairement surpris, voire «secoué», pour reprendre le terme d'un élu, comme ceux du président du parti, le Zougais Gerhard Pfister, ou de l'ancien président du National, le Grison Martin Candinas. Des noms auxquels on peut rajouter l'influent sénateur saint-gallois Benedikt Würth ou l'ex-chef de groupe, la Lucernoise Andrea Gmür. De quoi être la cible de quolibets de la part des autres partis, en premier lieu du PLR, dont Le Centre aspire un jour à attaquer l'un des sièges au gouvernement.

«On partait de loin, reconnaît un parlementaire. Mais là, on tient un ticket solide. Il est plus séduisant que ce que le grand public imagine.» Inconnu dans la capitale fédérale, Martin Pfister semble avoir rassuré les centristes. Le



Les deux candidats centristes au Conseil fédéral, Markus Ritter (à gauche) et Martin Pfister, au Palais fédéral. (BERNE, 11 ET 12 FÉVRIER 2025/FABIAN HUGO POUR LE TEMPS)

recit semble donc déjà écrit. Il y aura d'un côté Markus Ritter, l'homme des réseaux bernois et offensif président de la puissante Union suisse des paysans (USP). De l'autre, Martin Pfister, la force tranquille du ministre cantonal de la Santé, qui a traversé la crise du covid. «L'un bénéficie d'une large assise parlementaire, l'autre d'une solide expérience exécutive», s'est félicité le président du parti, Gerhard Pfister, ce vendredi devant la presse. Le chef du groupe parlementaire, le Valaisan Philipp Matthias Bregy, abonde dans le

même sens: «Avec ces deux candidats, Le Centre propose un vrai choix à l'Assemblée fédérale.»

«Entre peste et choléra»

Cette impression n'est cependant pas partagée par la gauche de l'hémicycle, qui regrette un ticket composé de deux personnalités marquées à droite, ce qui promet de renforcer le bloc UDC-PLR au Conseil fédéral. «On a le choix entre la peste et le choléra», maugrée un élu vert, dépeignant un conservateur paysan de montagne et un Zougais proche

de l'économie libérale. C'est en effet au sein des écologistes que la pilule passe le plus mal, tant ils ont trouvé Markus Ritter sur leur chemin quand ils souhaitaient limiter l'usage de pesticides dans l'agriculture. Au contraire, historien de formation, engagé dans l'inclusion des personnes handicapées, Martin Pfister a de quoi plaire aux élus du camp rose-vert. Mais pour l'heure, beaucoup attendent de faire sa connaissance lors des auditions. Pour certains socialistes, l'ancrage terrien d'un Markus Ritter n'est pas forcément rédhitoire. L'un

«L'un bénéficie d'une large assise parlementaire, l'autre d'une solide expérience exécutive»

GERHARD PFISTER, PRÉSIDENT DU CENTRE

d'entre eux rappelle qu'en 2015 ils avaient soutenu l'UDC Guy Parmelin pour contrer l'actuel chef de groupe Thomas Aeschi, déjà un Zougais.

La majorité de la droite semble acquise à Markus Ritter, une candidature poussée par l'UDC, la principale force politique du parlement. L'homme devrait entre autres faire le plein auprès de l'aile agrarienne romande. L'ancien président du parti, Toni Brunner, également Saint-Gallois, fait ainsi campagne pour lui. Autre atout et non des moindres, l'USP, que le conseiller national préside, est membre de Perspective Suisse, une alliance de puissantes faitières qui compte Economiesuisse, l'Union patronale suisse (UPS) et l'Union suisse des arts et métiers (USAM). Dans son parti, le tempérament de Markus Ritter crispe autant qu'il séduit. «Il n'hésitera pas à aller au charbon», souligne un centriste, qui regarde avec un brin d'envie le PLR et l'UDC, qui peuvent compter sur des personnalités fortes au Conseil fédéral, comme Karin Keller-Sutter et Albert Rösti.

L'absence de femmes

Reste un regret aux yeux de certains, le fait que, pour la deuxième élection consécutive au gouvernement, il n'y aura pas de candidature féminine. Le Centre a contacté des politiciennes; certaines y ont réfléchi. Mais aucune ne s'est lancée. «Pour les femmes du parti, la quasi-certitude de reprendre le Département de la défense (DDPS) a été un repoussoir», confie l'une d'entre elles. Le 12 mars, quelques parlementaires pourraient exprimer leur mécontentement en glissant au premier tour le nom d'une femme, comme la Bâloise Elisabeth Schneider-Schneiter, la Fribourgeoise Isabelle Chassot ou la Vaudoise Isabelle Chappuis. Mais sauf surprise, l'élection se jouera sur le ticket, un duel finalement plus intéressant et incertain que prévu. ■

«Les facultés de théologie revendiquent le maintien de leur monopole»

ENSEIGNEMENT Président des Eglises réformées romandes jusqu'en décembre dernier, Jean-Baptiste Lipp regrette les tensions entre les facultés de théologie protestante et la HET-PRO. Une situation qui ne joue pas en faveur des Eglises selon lui. Eclairage

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-SYLVIE SPRENGER (PROTESTINFO)

Un lieu de formation théologique peut-il être confessant? Telle est la question qui sous-tend les accusations récentes formulées par un professeur honoraire de l'Université de Lausanne à l'endroit de la HET-PRO, la Haute Ecole de théologie protestante sise à Saint-Légier (VD). Or, si les facultés de théologie protestante de Genève et Lausanne ne jurent aujourd'hui que par une posture académique qui garde ses distances avec toute croyance personnelle, il n'en est pas de même du côté catholique.

A la Faculté de théologie de Fribourg, la foi personnelle des étudiants et enseignants y semble d'ailleurs presque un pré-requis. Dans ses statuts tout du moins, il est précisé que la faculté est toujours «placée sous la responsabilité des autorités de l'Eglise catholique» en matière doctrinale et que ses enseignants sont soumis à l'évaluation de leurs «bonnes mœurs» par la Conférence des évêques suisses.

Une politique qui tranche radicalement avec le positionnement actuel des facultés de théologie protestante romandes. Leur prise de distance avec les Eglises réfor-



«Ce protestantisme académique libéral voudrait s'émanciper d'une mission première de formation au pastorat, où la foi reste un enjeu»

mées il y a une vingtaine d'années n'a d'ailleurs pas toujours été du goût de ces institutions ecclésiales. Explications avec le pasteur Jean-Baptiste Lipp, qui vient de quitter fin décembre la présidence de la faitière romande des Eglises réformées (CER).

Comment expliquer la méfiance universitaire envers la HET-PRO? Pour «nos» facultés, la cofondation de la HET-PRO par des acteurs du monde évangélique et du monde réformé dit «confessant» pose

problème sur plusieurs plans dans le paysage romand. Géographiquement, ce sont des «parts de marché» disputées sur un même territoire. Historiquement, c'est une remise en question de la voie traditionnelle qui lie les Eglises et les facultés en termes de formation et d'exigence. Enfin, la HET-PRO est souvent caricaturée, au même titre que certains milieux évangéliques, comme une institution conservatrice radicale, voire homophobe ou islamophobe.

Ces critiques sont légitimes, à vos yeux? Cette vision me semble infondée et insuffisante. Elle repose sur une opposition idéologique et institutionnelle, qui est davantage de l'ordre du préjugé que d'une réelle évaluation des contenus et des pratiques. C'est une posture de défense par l'attaque. Les facultés semblent considérer la HET-PRO comme un intrus suspect parce que se présentant sous le jour d'un œcuménisme intra-protestant. Quid alors de notre discours valorisant un pluralisme réformé?

Que penser d'un positionnement confessant dans le cadre d'études théologiques? Tout laisse croire qu'être confessant au sein de l'université soit perçu comme un manque de sérieux. Certes, il est nécessaire pour les futurs ministres d'interroger leur foi en l'exposant honnêtement à une démarche critique. Il en va de la crédibilité d'une foi éprouvée pour de futurs pasteurs. Cependant, ce protestantisme académique libéral semble vouloir s'émanciper d'une mission première de formation

au pastorat, où la foi reste évidemment un enjeu.

Cette posture est-elle propre au protestantisme réformé? En effet. Dans les facultés catholiques, comme celle de Fribourg, la dimension confessionnelle est pleinement assumée, sans que cela pose problème. L'Eglise catholique a gardé une forte influence sur la formation théologique et la nomination des professeurs, assurant par là même une continuité dans la formation des futurs prêtres.

Quels liens concrets les Eglises réformées ont-elles aujourd'hui avec les facultés de Genève et Lausanne? A Genève, la faculté conserve un lien organique avec l'Eglise protestante de Genève (EPG), puisque l'Eglise finance une partie des postes d'enseignants [25%, ndlr]. En revanche, depuis la création en 2006 à Lausanne de la Faculté de théologie et de sciences des religions (FTSR), celle-ci ne se conçoit plus d'abord comme une école de formation pastorale. De fait, les Eglises doivent désormais composer avec des formations qui ne répondent pas toujours à leurs besoins.

Le lien entre les Eglises et les facultés a donc été rompu? Pas exactement, car outre le lien organique qui l'unit à Genève, la FTSR se voit encore confier la délégation de trois professeurs au Synode (législatif) de l'EERV et d'un autre à la Commission de consécration. Le lien est cependant asy-

métrique, puisque l'EERV n'est plus associée à la FTSR. Dans le même temps, les facultés revendiquent le maintien du monopole en matière de formation. C'est un vrai paradoxe.

Les Eglises sont-elles satisfaites de cette situation? Lorsque les Eglises souhaitent exprimer leurs besoins envers les facultés, elles ne peuvent, hélas, les leur transmettre que de manière informelle. Il arrive alors que les Eglises puissent être entendues. J'en veux pour preuve notre demande de restauration d'un cours de missiologie ou encore de mise en place, toute proche, d'un master professionnalisant sur deux ans et demi pour des personnes ayant déjà un parcours académique.

Au vu de la pénurie pastorale, ce monopole a-t-il toujours un sens? Les Eglises réformées pourraient à l'avenir engager des diacres ou des animateurs d'Eglise formés à la HET-PRO, moyennant quelques compléments de formation théologique réformés. Il n'appartient pas aux facultés d'interdire cette possibilité aux Eglises, seules habilitées à en décider. Leur avis doit rester consultatif et non normatif. En revanche, facultés et Eglises devront se mettre ensemble autour d'une table pour réguler les exigences requises le jour où la HET-PRO serait reconnue, et même anticiper ce jour. Si les Eglises ne prennent pas le leadership sur ces questions de manière concertée, ce seront les facultés qui le feront par défaut. ■

INTERVIEW